

# Croissance et décroissance infinies : une fausse alternative

Jean-Marie Harribey

*Politis*, n° 779, 11 décembre 2003<sup>1</sup>

Après les Trente Glorieuses d'après guerre – qui ne furent qu'environ vingt-cinq –, le capitalisme vient de vivre les Trente Calamiteuses de 1973 à 2003. Pour avoir rétabli sa rentabilité en imposant aux salariés du monde entier chômage, précarité, austérité, restrictions des droits, et récusé toute régulation politique qui permettrait d'atténuer les chocs, il bute sur ses propres contradictions : la croissance économique est anémique et les remèdes administrés sont défaillants.

Au Japon, en récession depuis plus d'une décennie, les taux d'intérêt négatifs n'ont pas suffi à relancer la machine. Aux Etats-Unis, bien que la Réserve fédérale ait baissé son taux directeur à 1%, la dynamique n'est repartie qu'après beaucoup d'hésitations. La Banque centrale européenne suit timidement en fixant son taux à 2% sans succès. Trop peu ou trop tard, quoi qu'il en soit, c'est incapable de réduire les causes de la crise du capitalisme enfermé dans une triple impasse : financière car les exigences des rentiers pèsent sur les décisions d'investissement en élevant le seuil à partir duquel celui-ci est envisagé, sociale car le modèle libéral du moins-disant social se révèle pervers, écologique car le productivisme atteint ses limites.

Face à cette crise, plusieurs démarches sont possibles. La première est la fuite en avant libérale, particulièrement marquée en Europe où l'inefficacité des politiques monétaires se double de politiques budgétaires aggravantes puisqu'on restreint les dépenses sociales et publiques et on baisse les impôts payés par les riches, creusant les déficits publics et augmentant l'épargne de ces riches trop heureux de trouver à l'employer dans le financement des dits déficits. Cette politique est accompagnée de rituelles incantations à la confiance et à la relance de la consommation qui sont sans effet puisque ceux qui auraient une propension à consommer élevée sont précarisés. Certains experts, autant cyniques qu'inconscients, justifient les baisses d'impôt des plus riches, au nom d'une plus grande capacité de ceux-ci à consommer et investir. Sans doute espèrent-ils que les classes riches européennes imitent celles des Etats-Unis qui, pendant la décennie 1990, ont été saisies d'une boulimie de consommation, stimulant une croissance cantonnée à ce seul pays parmi les développés. Mais seule la suprématie du dollar permet aux Etats-Unis d'attirer l'épargne étrangère pour compenser un taux d'épargne intérieur proche de zéro. Cette stratégie, n'étant pas exportable, est vouée à l'échec en Europe et particulièrement en France.

Le social-libéralisme n'ayant pas remis en cause le choix fondamental libéral – faire payer l'ajustement capitaliste aux travailleurs – et ayant donc échoué à construire un autre pacte social, on entend de nouveau des voix s'élever pour réclamer le retour de politiques macro-économiques volontaristes en faveur d'une croissance forte, du plein emploi et d'une redistribution. Sans doute plus progressiste, cette démarche, véritablement social-démocrate et keynésienne, est-elle aujourd'hui crédible ? Au moins deux obstacles se dressent devant elle. Le premier est que le capitalisme n'a peut-être plus besoin d'une social-démocratie car la mondialisation permet au capital de capter la valeur créée sans devoir passer des compromis sociaux nationaux contraignants. Ainsi, en Europe, tout est en place pour la libre circulation du capital et des marchandises sans qu'aucune instance de coordination politique n'apparaisse nécessaire à la classe dominante. Il suffit que les principaux lobbies soient assez actifs dans

---

<sup>1</sup> . *Politis* n'a publié que des extraits.

les couloirs de la Commission européenne ou de l'OMC. La social-démocratie ne pourrait avoir une raison d'être et d'espérer incarner un renouveau que si elle prenait à bras le corps la défense de l'« Etat social ». Or elle a laissé s'effriter celui-ci sous les coups de la mondialisation libérale, avec au bout un échec du mouvement social pour défendre le système de retraites par répartition.

Le second obstacle est l'incapacité des « gauches » à penser l'avenir en dehors du paradigme de la croissance économique éternelle. En dépit des dégâts écologiques, le développement durable que presque personne ne veut dissocier de la croissance fonctionne comme une drogue dure. Lorsque la croissance est forte, l'illusion est entretenue qu'elle peut résoudre les problèmes – qu'elle a pour la plupart fait naître – et qu'ainsi, plus grande est la dose, mieux le corps social s'en portera. Lorsqu'elle est faible, le manque apparaît et est d'autant plus douloureux qu'aucune désintoxication n'a été prévue.

Mais l'*anémie* actuelle de la croissance ne doit pas dissimuler l'*anomie* grandissante dans les sociétés minées par le capitalisme libéral. Celui-ci est incapable d'indiquer un sens à la vie en société autre que celui du consumérisme, du gaspillage, de l'accaparement et des inégalités. La drogue de la croissance est le nouvel opium des peuples dont les repères culturels et les solidarités collectives sont brisés pour qu'ils sombrent dans le gouffre sans fond de la marchandise.

On peut comprendre alors qu'un courant d'opinion soit en train de se forger pour réclamer que l'on « sorte du développement » plutôt que de le rendre « durable ». Mais là encore, ne nous trompons pas. La « décroissance » immédiate et pour tous les habitants de la terre est une vue (funeste) de l'esprit. D'abord parce que le capitalisme actuel nous l'impose la décroissance, surtout celle des biens et services dont nous aurions socialement le plus besoin : transports collectifs, santé, éducation, aide aux personnes âgées, etc. Ensuite parce que toute croissance n'est pas forcément polluante ou dégradante. Il ne faut pas se laisser obnubiler ni effaroucher par l'augmentation du PIB qui, parce qu'elle est évaluée monétairement, enregistre la croissance des activités de services dont la pression sur les écosystèmes n'est pas comparable à celle des secteurs industriels et agricoles. La nature de la croissance importe donc au moins au tant que son ampleur. Enfin, le slogan de la décroissance sans autre précision comporte un autre défaut : il range les six milliards d'êtres humains sur le même plan, sans distinction de classes, ignorant les inégalités énormes de développement et de niveau de vie. Cet « oubli » renvoie à une faille théorique et politique. La dénonciation du productivisme est faite sans que soit mentionnée la responsabilité du capitalisme et de sa logique de profit – et donc d'exploitation des hommes et d'épuisement de la nature –. Et cette démarche n'est pas sans rappeler la renonciation de la social-démocratie et du social-libéralisme à mettre en cause les rapports sociaux fondamentaux qui structurent aujourd'hui le monde entier. Alors que, sous certaines conditions, notamment d'équité et de respect de la nature, la croissance pourrait être temporairement un moyen, le capitalisme la transforme en objectif en soi éternel pour satisfaire ses besoins d'accumulation. Les partisans de la décroissance campent sur une position inverse : cette fois, c'est la décroissance qui devient un objectif en soi. Qui ne voit pas qu'il s'agit là de deux sophismes, miroirs l'un de l'autre ? Prôner la croissance (tendant vers l'infini) ou la décroissance (tendant obligatoirement vers zéro) sont deux aberrations théoriques et politiques.

La force du mouvement anti/alter-mondialiste aujourd'hui est d'essayer, dans les débats comme dans la lutte contre l'OMC, le FMI et autre G8, d'articuler une contestation globale des rapports sociaux avec la construction d'expériences locales de dissidence préfigurant d'autres modes de développement – c'est-à-dire ici d'épanouissement – humain. Au sein de ce mouvement, une controverse oppose ceux qui pensent qu'une différence existe entre croissance et développement à ceux qui voient dans les deux phénomènes une même logique d'extension perpétuelle conduisant à l'impasse. Il est possible de dépasser cette contradiction si l'on travaille à fonder pour l'avenir – car aujourd'hui elle n'existe pas vraiment – une

distinction radicale entre les deux concepts : l'amélioration du bien-être et le développement des potentialités humaines hors du sentier de la marchandise, hors du sentier de la croissance infinie des marchandises produites et consommées, hors du sentier de la valeur d'échange, mais sur celui de la valeur d'usage et de la qualité du tissu social qui peut naître autour d'elle.

Par rapport aux enjeux d'équilibres sociaux et écologiques planétaires, la voie la plus raisonnable à long terme pour les pays riches est donc celle d'une économie réorientée vers la qualité des produits et des services collectifs, d'une répartition primaire des revenus équitable, d'une baisse régulière du temps de travail au fur et mesure des gains de productivité, seule manière de promouvoir l'emploi en dehors de la croissance forte et d'inaugurer ainsi une ère de croissance consciemment ralentie préparatoire à un recul des productions inutiles ou dangereuses. Les politiques macro-économiques doivent à l'avenir se fixer pour but d'organiser l'utilisation planétaire des ressources de telle sorte que les pays pauvres puissent enclencher la croissance nécessaire à la satisfaction de leurs besoins essentiels et que les plus riches deviennent économes. Au sein de ces derniers, il convient de penser les politiques de court terme en fonction des transitions à assurer : le décrochage progressif de la croissance et du développement. Vers un début d'histoire post-capitaliste non productiviste.